

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Soutien aux grévistes du secteur public NON A LA CAMPAGNE CONTRE LE DROIT DE GREVE !

Les travailleurs d'EDF ont engagé, depuis vendredi dernier, un mouvement de grève pour des revendications salariales. Ils exigent 200 F pour tous tout de suite et font, pour obtenir satisfaction, des grèves tournantes qui gênent bien entendu les patrons des entreprises industrielles.

La bourgeoisie se livre à une vaste campagne d'intoxication pour tenter de tromper l'opinion publique et chercher à instaurer un certain nombre de restrictions au droit de grève.

Ainsi Barre a qualifié cette grève de « mauvaise action » et la direction d'EDF a provoqué volontairement un certain nombre d'incidents qu'elle a cherché à mettre sur le dos des grévistes, notamment en ne desservant pas de façon prioritaire le réseau Croix-rouge. Maintenant que les syndicats de cheminots annoncent également un mouvement de grève, la direction de la SNCF déclare, à son tour, que cela ne « pourra que nuire à l'entreprise et, plus généralement, à l'économie française ».

Face à ces attaques, l'attitude de la gauche n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, très claire. André Henry, secrétaire général de la fédération de l'Éducation nationale, a déclaré à propos des grèves : « Il ne faudrait pas qu'elles mettent à mal les entreprises ».

Les dirigeants du PCF soutiennent sans soutien puisque l'« Humanité » a titré, mercredi 7 décembre, « Barre relance les grèves ».

Dans le même genre, Marchais s'est montré très mécontent, lors d'un cocktail offert par Poher au Sénat, de n'avoir pu participer à l'émission d'Antenne 2, en raison d'une grève des personnels. Il a été jusqu'à dire que c'était « la faute de la direction » et en quelque sorte un « coup monté » s'attirant une riposte cinglante du syndicat CFDT de la radio-télévision.



Mercredi, les gaziers et électriciens étaient nombreux à montrer leur détermination face aux flics.

Manifestement, les états-majors de gauche préféreraient que ces travailleurs se serrent la ceinture plutôt que de voir troubler la « paix sociale » avant les élections.

Mais les grévistes du secteur public qui supportent en bonne part le blocage des salaires du plan Barre ont raison de refuser de faire les frais de la crise. Les

autres travailleurs doivent rejeter calomnies et mensonges, se montrer solidaires des grévistes et s'opposer à toute atteinte au droit de grève.

• EDF — GDF

### UNE FORTE COMBATIVITE

Le mercredi 7 décembre, plusieurs milliers de grévistes se sont rassemblés, place des Invalides, à Paris, à l'appel des syndicats CGT et CFDT. De larges délégations se sont rendues vers Matignon, le ministère de l'Industrie et le ministère du Travail. Le récit qui suit témoigne de la volonté de lutte des travailleurs et des contradictions croissantes qui les opposent à la ligne des dirigeants syndicaux.

Devant le ministère du Travail, les forces de l'ordre bloquaient l'avenue ce qui constituait aux yeux des grévistes une véritable provocation de la part du gouvernement et de son État. La colère s'est emparée d'eux et ils ont essayé d'enfoncer les flics aux cris de « On veut passer » ce qui provoqua des échanges de coups ainsi que des cris hostiles au gouvernement :

« A bas l'État des flics et des patrons ! ».

Les quelques pontes CGT-PCF présents se mirent alors à injurier des grévistes, les traitant de provocateurs, ce qui n'a pas du tout été du goût des grévistes. Ils sont ensuite revenus avec une voiture-sono et leur ont demandé de retourner place des Invalides pour « éviter la provocation ». Cet appel a pro-

voqué des remous de mécontentement et ce n'est pas sans mal qu'ils ont enfin réussi à faire dégager la rue.

Les grévistes ont montré une forte combativité comme en témoignent les heurts avec les flics, l'Internationale chantée par de nombreux travailleurs, poing levé. Ils sont de plus en plus nombreux à se rendre compte du rôle néfaste que jouent certains pontes CGT-PCF dans la lutte comme en témoignent, par exemple, les critiques acérées adressées par des travailleurs d'IDF-Ouest à leurs dirigeants qui ont refusé de sortir avec les camions EGF... Les communistes marxistes-léninistes continueront avec tous les travailleurs cette bataille.

Correspondant HR

SAMEDI 10 DECEMBRE

## RASSEMBLEMENT ANTIRACISTE



Samedi 10 décembre, à 13 h 30, aura lieu la levée du corps de Laïd Sebaï, assassiné par les fascistes au local de l'« Amicale des Algériens en Europe ». Un rassemblement se tiendra à 13 h 30 devant l'Institut médico-légal près du métro Quai de la Rapée. Nous appelons tous nos camarades et amis, tous les antifascistes et antiracistes à y prendre part en se regroupant derrière la banderole commune Humanité rouge-PCR (ml).

## DECLARATION DE L'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE

Un membre de la direction centrale de l'« Amicale des Algériens en Europe » a fait, à notre journal, la déclaration suivante que nous reproduisons ci-dessous :

« Nous souhaitons que la presse se saisisse avec davantage de force des agressions dont les travailleurs algériens sont victimes. Les agressions et les attentats meurtriers contre les travailleurs algériens en France sont devenus un moyen constant de pression contre l'Algérie à travers cette communauté de travail établie en France pour des causes historiques bien connues, c'est-à-dire le fait colonial lui-même.

« Le dernier attentat, dirigé contre le siège de la Direction centrale de notre organisation marque une escalade nouvelle dans la violence. Notre communauté immigrée est soumise à un état d'insécurité quasi-permanent.

(Suite page 3)

• Espagne

## GREVE GENERALE EN ANDALOUSIE

La grève générale déclenchée mardi à Malaga s'est étendue dans l'après-midi à toute la province. Cette grève générale fut décidée à la suite de la mort d'un jeune de 19 ans lors de la manifestation pour l'autonomie de l'Andalousie, dimanche.

Les heurts se sont poursuivis tout le lundi et aussi mardi. Mardi soir à Malaga 5 000 manifestants luttèrent toujours contre les forces de l'ordre qui utilisaient gaz lacrymogènes et bombes fumigènes.

A Séville, la police est

intervenu contre les manifestants en tirant des balles de caoutchouc. La même chose se produisait à Grenade et à Huelva.

La grève générale fut très largement suivie et toute l'activité du pays fut paralysée.

La réponse du gouvernement à cette grève et aux diverses manifestations fut la décision de limiter les autorisations d'organiser des manifestations, notamment quand elles étaient organisées par des groupes politiques extra-parlementaires.



## Une centaine de détenus en lutte à Draguignan (Gironde)

Depuis le 29 novembre, une centaine de détenus incarcérés à la prison de Gradignan (dans la banlieue bordelaise) ont entamé une grève de la faim. Ils exigent :

- une diminution du nombre des détenus ; la prison est prévue pour 250 et ils sont en permanence de 400 à 500 prisonniers.
- l'arrêt du recours systématique à la détention provisoire.
- l'extension du système de liberté provisoire et de semi-liberté.
- garantie des droits des accusés
- liberté aux éducateurs d'exercer leur travail
- nourriture en plus grande quantité
- paiement au minimum au SMIC pour les détenus qui travaillent à l'atelier... (voir texte ci-joint réalisé par les détenus faisant la grève de la faim).

Dans son édition du vendredi 2 décembre, le journal régional «Sud-Ouest» faisait paraître un article ignoble : «Maison d'arrêt de Gradignan, ON BOUDE...

Grogne et rogne à la fois à la maison d'arrêt de Gradignan où une partie des détenus refuse la nourriture servie par l'administration pénitentiaire. Non pas qu'elle soit mauvaise ou insuffisante. Bien au contraire. Mais les détenus estiment que leurs conditions de détention et le régime intérieur de la prison devraient être améliorés, que l'administration devrait respecter les droits acquis et mettre à leur disposition des locaux moins surchargés.

» Pour faire aboutir ces revendications, une minorité de prisonniers a donc décidé de boudier le menu de la prison.

» Mais ils ne font pas pour cela la grève de la faim, comme le bruit en a couru... Bien au contraire.

» En effet, vérification faite, ils s'alimentent normalement avec les provisions qu'ils ont en réserve dans leurs cellules.

» Et, aux dires de certains, elles ne seraient pas négligeables.

Ce que «Sud-Ouest» oublie de dire, c'est que l'immense majorité des détenus sont issus du peuple, tels ces jeunes de la cité HLM de la Clairière des Aubiers qui ont été emprisonnés pour avoir cassé des carreaux du commissariat de police construit au milieu de la cité pour renforcer l'ilotage, et qu'ils n'ont pas les réserves qu'il veut nous faire croire.

Correspondant HR

## Chanson

### Une chanson antichinoise et raciste au répertoire de Quilapayun

Le groupe «Quilapayun» est un groupe de chanteurs chiliens qui se prétendent révolutionnaires et sont à la mode dans certains milieux intellectuels.

Un lecteur nous écrit à propos d'un disque de ce groupe. «Au hasard, parmi les albums de ce groupe, on peut tomber sur le disque «Patria». On y trouve une chanson qui donne à réfléchir et qui est unique en son genre. Voici un extrait de cette chanson : «récitatif et cueca autobiographique»

«Je chante où on m'invite, où la place m'est faite  
 «Sauf pour les Chinois qui sont très sournois !  
 «Qui sont très sournois, un chauve (\*) me l'a dit.  
 «J'attrappe tous les Chinois pour les mettre en gerbes !  
 «Pour les mettre en gerbes, ah oui ! avec un lacet  
 «Puisqu'ils allaient de paire avec les militaires !  
 «Avec les militaires, oui monsieur, avec les fascistes  
 «Fumiers de Chinois, sournois et opportunistes !  
 «Opportunistes, oui Chinois mal lavés (...)  
 «Je fourre tous les Chinois dans la même boîte !  
 «Dans la même boîte, ah oui, et par un petit trou  
 «Tous les jours, je leur jette un grain de riz ! (...)

(\*) Le chauve en question est Krouchtchev, propagateur de la théorie du passage pacifique au socialisme, dont le peuple chilien a été victime.

Le texte de la chanson a été affiché au restaurant universitaire Villejean à Rennes ainsi qu'à la faculté des Lettres, où il a suscité une certaine gêne même auprès des admirateurs du groupe, les trotskystes en particulier en raison de son caractère ultra réactionnaire et raciste.

Nos «patriotes» chiliens ne sont pas loin d'un certain Sardou. La chanson en question est ouvertement raciste «Les Chinois sont sournois, fumiers de Chinois, les Chinois sont mal lavés» l'évocation du petit grain de riz dévoile bien le mépris raciste de ces gens, racisme mêlé de sadisme : tous les jours, je leur jette un petit grain de riz.»

Non seulement cette chanson est raciste mais elle ment effrontément sur la politique de la Chine à l'égard du Chili. La Chine qui n'a jamais soutenu les militaires et qui, elle soutient réellement les peuples contre l'impérialisme, la Chine qui a lutté contre la théorie criminelle du passage pacifique au socialisme.

Ce groupe raciste fait dans une autre chanson, l'éloge de Cuba et de Castro qui a attaché son pays au char russe. Il fait référence à Krouchtchev dans le vers cité : ce groupe semble très influencé par le révisionnisme. Il ne faut pas chercher plus loin l'origine de sa haine anti-chinoise anti-communiste et de son racisme.

## Négociation pour la démilitarisation de l'Océan Indien

# Une nouvelle mascarade

Mardi, à Berne, les États-Unis et l'URSS ont entamé de nouvelles négociations concernant leur présence militaire dans l'océan Indien. Encore une mascarade de plus ! Cet océan est encombré de bateaux militaires.

Malgré les demandes nombreuses des pays riverains de l'océan, la situation continue d'empirer. C'est dans cet océan que sont embusqués la majorité des

sous-marins atomiques américains, britanniques et français.

La flotte soviétique est à tel point considérable que les pays occidentaux craignent que l'URSS contrôle cette route commerciale.

En outre, l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont établi nombre de bases militaires autour de cet océan et notamment à l'Ouest sur la

côte africaine et l'activité maritime militaire est telle qu'il y a déjà eu plusieurs collisions de sous-marins !

Les impérialistes ne sont pas prêts à laisser de côté ces activités, et encore moins les deux superpuissances. Cette nouvelle négociation qui s'ajoute aux diverses discussions en cours sur les limitations d'armements n'est qu'une vaste fumisterie. Les superpuissances s'agitent pour montrer

leur bonne volonté en ce domaine à la veille de la Conférence mondiale sur le désarmement où elles seront condamnées pour leurs agissements, pour n'avoir pas diminué leurs forces militaires et même pour les avoir augmenté alors qu'aussi bien l'URSS que les États-Unis ont beaucoup fait pour éliminer le potentiel militaire des autres pays afin de s'assurer l'hégémonie dans le monde.

## ● Japon

Le gouvernement japonais vient de décider de reprendre, en janvier 1978, les négociations avec la Chine pour la signature effective du traité de paix et d'amitié sino-japonais. Les négociations avaient été interrompues du fait des pressions soviétiques sur le Japon.

Moscou qui clame à tous vents qu'elle n'a pas de prétention à la domination du monde, se sent pourtant visée par la «clause anti-hégémoniste» prévue par le futur traité. L'URSS a déjà averti le Japon qu'en cas d'adop-

tion d'une telle clause, elle prendrait des mesures de rétorsion, notamment en annulant le traité de pêche soviéto-japonais qui vient à expiration le 29 avril 1978.

Une bonne partie de l'opinion publique japonaise, fortement mobilisée pour imposer la restitution des îles Kouriles, quatre îles japonaises occupées par l'URSS depuis la fin de la seconde guerre mondiale, milite en faveur de la conclusion rapide du traité d'amitié et de coopération avec la Chine.

## Mal de MINAMATA 234e MORT

Une jeune femme de 21 ans, victime de l'empoisonnement au mercure, connu sous le nom de «mal de Minamata» est décédée dans la nuit de lundi à mardi.

Melle Tomoko Kamimura est la 34e personne qui succombe de cette maladie. Elle avait été contaminée avant sa naissance alors que sa mère était enceinte. Depuis sa naissance en 1956, dans la ville de Kyushu, elle était aveugle et ne pouvait prononcer un mot cohérent.

Elle était l'une de ces milliers de victimes qui ont été empoisonnées par les rejets de mercure de l'usine de produits chimiques «Chisso Corporation».

Cette maladie avait été découverte en 1956 lorsqu'il fut constaté que des enfants du village de Minamata montraient des symptômes semblables à ceux de la polyomélie. Il devait être prouvé, plus tard, que cette maladie était provoquée par l'ingestion de poissons et de coquillages empoisonnés par du mercure.

## ● Somalie

Au cours d'une conférence de presse tenue ces jours-ci à Rome, le ministre somalien des Affaires étrangères a déclaré, «L'URSS intervient dans la corne de l'Afrique avec l'aide des troupes cubaines et de forces du Pacte de Varsovie». Il a demandé à tous les pays occidentaux «d'assumer leurs responsabilités et de prendre des mesures pour mettre fin aux ingérences soviétiques dans la région». L'URSS, a-t-il précisé, veut couper en deux la Somalie pour pouvoir ensuite imposer ses conditions.

## ● Pologne

Le Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen polonais proteste contre l'arrestation, le 30 novembre

dernier, des frères Ryszard et de Piotr Switon, fils de M. Kazimierz Switon, représentant du mouvement à Katowice (Sud-Ouest de la Pologne).

Dans un appel à la population, le mouvement met en doute l'accusation (vol d'une bague) invoquée par la milice pour arrêter les deux frères et accuse les autorités de vouloir en utilisant de telles méthodes, intimider les sympathisants du mouvement.

## ● Allemagne de l'Ouest

Une vitre séparera désormais dans les prisons de la ville-État de Hambourg, les détenus et leurs avocats lors de la visite de ces derniers à leurs clients.

D'autres leaders ouest-allemands envisagent d'adopter ce système qui renforce le cadre répressif dans les prisons allemandes.

## Contre la répression au Maroc

Les Comités de lutte contre la répression au Maroc ont fait parvenir aux organisations politiques et syndicales un appel que nous publions ici :

«La situation des détenus politiques dans les prisons marocaines est d'une extrême gravité.

Depuis longtemps déjà, les détenus politiques ont entrepris des grèves de la faim pour l'amélioration de leurs conditions de détention.

Le 8 novembre 1977, une nouvelle grève de la faim a été déclenchée par plus de cent détenus du procès de Casablanca. Elle rentre donc dans sa quatrième semaine.

Ils demandent que soient abolies toutes les

formes de torture et de répression dont ils sont victimes à l'intérieur des prisons, qu'on leur accorde le statut de prisonnier politique et que leur camarade Abraham Serfaty, totalement isolé depuis plus de trois ans puisse les rejoindre dans la prison centrale de Kénitra.

Dans le climat actuel de tension et de guerre ces détenus risquent d'être isolés et considérés comme «traîtres», la plupart d'entre eux soutenant l'autodétermination du peuple saharoui.

Nous tenons à exprimer notre indignation face à la répression qui sévit au Maroc et notre soutien à la lutte que mènent les détenus.

## UNE AFFICHE DE l'Humanité Rouge

Pour l'abrogation des mesures Stoléru !

Contre le chômage, les licenciements et les bas salaires  
 Contre le racisme et la division

ouvriers français et immigrés une même classe une même lutte

Abrogation des mesures Stoléru !

NOTRE FORCE C'EST NOTRE UNITÉ !

Les camarades de la région parisienne peuvent passer la prendre au local des expéditions.



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Témoignage d'un vétéran communiste L'ATTITUDE DU GROUPE COMMUNISTE AU PARLEMENT EN 1924

Je viens de lire l'article sur la conception d'un député au Parlement bourgeois. A ce sujet, je pense bon de vous rappeler et relater l'anecdote suivante :

« Les élections législatives du 11 mai 1924 virent le triomphe du « Bloc des gauches », radicaux et socialistes réunis. C'est Edouard Herriot, radical-socialiste et député-maire de Lyon, qui impulsa ce bloc. Le scrutin de liste était le mode de vote et la « répartition proportionnelle » attribuait les élus aux divers partis en présence.

C'est ainsi que sur les 611 députés du Parlement, 28 députés communistes furent élus. Trois d'entre eux étaient d'Alsace-Lorraine : Hueber, député-maire de Strasbourg, Doeble et Béron.

Il y avait aussi trois députés « autonomistes » alsaciens-lorrains, car alors le mouvement autonomiste, dans ces deux provinces,

était puissant. Seules la répression, les poursuites, le procès de Colmar (impulsés par le sinistre Poincaré qui avait repris le pouvoir à la suite de l'effondrement de Herriot) réussirent à écraser le mouvement autonomiste des populations brimées dans leur culture et l'usage de leur langue maternelle.

Donc, lors de la séance inaugurale d'ouverture du nouveau Parlement élu, la déclaration traditionnelle du groupe communiste fut faite par le camarade Hueber, et ce, dans la langue maternelle (l'alsacien) très proche de la langue allemande.

Imaginez le tollé résultant de cette attitude : abomination à la Chambre française ! Des députés parlant la langue de l'ennemi d'hier ! C'était cinq ans et demi après l'armistice du 11 novembre 1918, après la grande boucherie impérialiste, après la « chambre bleu horizon » patriarcale de 1921-1924 !

En foule, la majorité des députés se ruaient sur le minuscule groupe d'élus communistes. Au premier rang de ceux-ci le camarade André Marty, qui retira son ceinturon et le fit tour-

noyer et tint à distance convenable ses adversaires.

Ce ne sont pas les élus « communistes » actuels, chauvins et précieux qui auraient une telle attitude.

### A l'époque du « bloc des gauches »

Un autre souvenir :

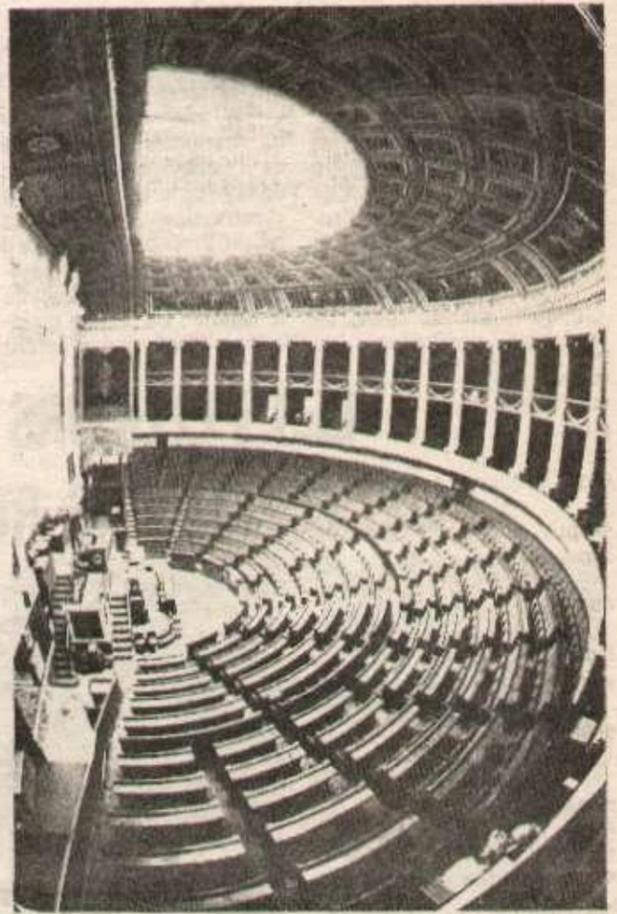
A l'époque du « Bloc des gauches » (avant son expiration en 1926), les matamores de la SFIO (socialistes) dénonçaient au Parlement les « deux cents » familles, responsables des difficultés financières et autres, dues au régime capitaliste.

C'est en 1925 qu'est due à Pierre Renaudel, député SFIO du Var, la phrase historique : « on prendra l'argent là où

il est ! »

Autre fait : le « Bloc des gauches » a imposé, dès le début de son activité, la démission du Président de la République Alexandre Millerand. Ceci étant une sanction contre l'intervention de Millerand et l'appui qu'il avait apporté en faveur des candidats élus, réactionnaires, avant les élections.

Mais nous savons que cette vaillance ne dura pas très longtemps.



## L'assemblée nationale attend ses figurants

## L'assemblée nationale SES POUVOIRS

L'Assemblée nationale participe au pouvoir législatif et au pouvoir financier ainsi qu'au contrôle de l'action du gouvernement. Comme nous allons le voir, ses pouvoirs sont en réalité très limités.

1) Participation au pouvoir législatif. La loi est votée par le Parlement à l'initiative soit du gouvernement soit des membres du Parlement. Mais comme le gouvernement dispose d'un droit de supériorité, le plus grand nombre de textes qui viennent en discussion sont des projets de loi d'origine gouvernementale, et non des propositions de loi déposées par les députés ou les sénateurs.

En outre, les députés n'ont pas le droit de déposer une proposition qui aurait pour conséquence de diminuer les ressources de l'État ou d'en aggraver les charges. Enfin, le gouvernement peut demander à l'Assemblée de se prononcer, non pas article par article, mais par un vote bloqué sur l'ensemble du texte en discussion, en ne retenant que les amendements proposés ou accep-

tés par lui.

2) Participation au pouvoir financier. Le projet de loi de finances est déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, et après examen en commission, il est voté par l'Assemblée nationale qui se prononce par un vote sur les évaluations de recettes mais se prononce titre par titre, et ministère par ministère, sur les dépenses nouvelles. Aucun amendement ne peut être présenté sauf s'il tend à supprimer ou réduire une dépense, créer ou accroître une recette. En outre, la procédure d'urgence permet au gouvernement de mettre en vigueur le budget par ordonnance si les délais n'ont pas été respectés par l'Assemblée.

3) Le contrôle de l'action du gouvernement. Une séance par semaine est réservée aux questions des députés au gouvernement. Dans les questions sans débat, il n'y a de discussion qu'entre l'auteur de la question et le ministre concerné. Dans les questions avec débat, les orateurs, qui se sont faits inscrire, peuvent intervenir,

mais aucun vote ne peut clore le débat. Une motion de censure peut être présentée par un dixième au moins des députés, mais si elle est rejetée, ses signataires ne peuvent en présenter une autre au cours de la même session.

De son côté, le gouvernement peut engager sa responsabilité en posant la question de confiance soit sur son programme, et dans ce cas, la confiance est adoptée par un vote à majorité simple, soit sur un projet de loi, et dans ce cas, la loi est considérée comme adoptée si une motion de censure n'est pas déposée et adoptée à la majorité absolue des députés.

Dans les faits, on peut donc constater que le seul pouvoir réel de l'Assemblée nationale, c'est la possibilité de renverser le gouvernement. Mais, dans ce cas, le président de la République peut dissoudre l'Assemblée et provoquer de nouvelles élections, et les députés préfèrent ne pas prendre ce risque. La réalité du pouvoir appartient au président de la République et au gouvernement qu'il nomme.

## SON FONCTIONNEMENT

L'Assemblée nationale ne siège pas en permanence. Elle tient deux sessions ordinaires par an. La première s'ouvre le 2 octobre. Elle dure quatre-vingt dix jours. Elle est essentiellement consacrée au vote du budget de l'année suivante. La seconde commence le 2 avril et sa durée ne peut excéder quatre-vingt dix jours. Les sessions extraordinaires sont très rares, mais après une dissolution ou si le Président de la République décide d'user des pouvoirs exceptionnels de l'article 16, l'Assemblée nationale se réunit de plein droit.

Les organes internes de l'Assemblée nationale sont les suivants :

### LE BUREAU

Il comprend le président de l'Assemblée nationale (élu au scrutin secret pour la durée de la législature), six vice-présidents qui le suppléent dans la direction des débats, douze secrétaires qui surveillent la rédaction des procès-verbaux et les opérations de vote, et trois questeurs de l'administration de l'Assemblée nationale.

### LES GROUPES PARLEMENTAIRES

Ils regroupent les députés par affinités politiques. Aucun groupe ne peut comprendre moins de trente membres. Ces groupes jouent un grand rôle dans la

pos.

### LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

Elle comprend le Président et les vice-présidents de l'Assemblée, les présidents des commissions permanentes et éventuellement des commissions spéciales, et les présidents des groupes parlementaires. Y participent également le rapporteur général de la commission des Finances et un représentant du gouvernement. Elle se réunit chaque semaine et fixe pour quinze jours l'ordre du jour des travaux des députés.

Pendant les sessions, l'Assemblée est libre de se réunir quand elle le désire. Chaque séance se déroule suivant un ordre du jour fixé par un vote en séance sur proposition de la conférence des présidents. Cependant, le gouvernement peut faire inscrire à l'ordre du jour par priorité, la discussion des projets de loi qu'il présente et des propositions de loi qu'il a acceptées. Cette priorité accordée au gouvernement a pour conséquence de limiter énormément le droit d'initiative des parlementaires.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## LE PREMIER PORT MILITAIRE DE FRANCE

Brest est le premier port militaire de France avant Toulon. En face de la ville, l'île Longue où sont stationnés les sous-marins atomiques, est de première importance. C'est le port de Brest qui contrôle l'entrée des bateaux dans la Manche.

Les terrains militaires pullulent sur les côtes. Le caractère stratégique de

cette région explique la présence de nombreux chalutiers russes.

En fait, c'est la Marine nationale qui décide de l'évolution économique de la région. Un exemple, la construction d'un pont reliant Brest à la presqu'île de Crozon permettrait un développement économique de la région. La Marine nationale n'étant pas d'accord

avec ce projet ce dernier fut donc rejeté.

Par ailleurs, l'Arsenal qui fabrique, répare les bateaux militaires et les armes est la plus grosse entreprise de la région : 8 000 personnes y travaillent, sans compter les nombreuses petites entreprises travaillant pour l'arsenal.

## LES PECHEURS ET LES CHALUTIERS RUSSES

C'est une véritable action de pillage que mènent les chalutiers russes en même temps que leur activité d'espionnage. Avec des chalutiers de plus de cent mètres de long, ils labourent les mers. Ils jettent les filets et arrachent toute la faune et la flore. La pêche aux crustacés que font les pêcheurs du coin se pratique par le lancement de casiers. Quand le chalutier russe passe, les filières des pêcheurs sont arrachées et ce lieu de pêche devient inutilisable. C'est un véritable fléau que rencontrent les pêcheurs qui doivent faire appel à la marine pour déloger les bateaux russes.

Les pêcheurs luttent aussi contre les projets d'installation de centrales nucléaires dans la région,



Un bateau-espion soviétique.

ce qui ruinerait leur travail. Ils ont mené plusieurs actions avec les agriculteurs contre cette implan-

tation. Deux sites semblent retenus par l'EDF, Plougoff, tout près de la Pointe du Raz, et Ploumoguerv.

## PEU DE GROSSES ENTREPRISES

Brest n'est pas seulement un port militaire. Le port de commerce rassemble aussi beaucoup d'ouvriers au sein de plusieurs entreprises travaillant à la récupération de bateaux de la marine marchande, avec entre autres, la société AFO qui est une filiale de Dubigeon et des entreprises de déchargement. En dehors des activités portuaires, deux entreprises dominent la ville : Thomson-CSF qui emploie plus de 1.600 personnes pour la fabrication du matériel de télévision mais aussi de matériels militaires tels les radars et les missiles.

Puis il y a l'usine Ericsson, filiale de Thomson depuis cette année qui emploie 880 personnes dont 75 % de femmes. Elle fabrique des centraux téléphoniques. Les OS forment la grande majorité des ouvriers.

Il ne faut pas oublier le secteur hospitalier qui regroupe au total 2 800 sala-

## Un chômage considerable

Assurément, la plus grosse entreprise de Brest est l'Agence nationale pour l'emploi : plus de 10 000 chômeurs pour la ville seule, alors que la population active représente 80 000 personnes. Cette situation catastrophique est le reflet de ce qui se passe dans l'ensemble du Finistère.

Bon nombre de petits commerces disparaissent et les petites entreprises licencient, ferment leurs portes, surtout dans le bâtiment.

## L'arrière-pays

### AGRICULTURE ET PECHE

L'agriculture est caractérisée par la polyculture : la culture des pommes de terre et des primeurs y est importante. L'élevage est aussi une activité notable de la région : l'élevage de porcs en particulier. La moyenne des exploitations est de 15 ha. C'est la petite et moyenne paysannerie endettée qui domine. Le peu d'industries

de cet arrière-pays est lié à l'agriculture : laiteries, abattoirs d'animaux, etc. C'est aussi une région qui possède une vieille tradition de marins-pêcheurs avec les ports du Conquet de Porsporder, Lampaul-Plouarez, Plougastel-Daoulas. La pêche est essentiellement côtière consacrée principalement aux crustacés.

## AUJOURD'HUI : BREST

### Les forces politiques en présence

Aux dernières élections municipales, la mairie est passée à l'Union de la gauche. L'ancien maire, Berest était républicain indépendant. L'Union de la gauche a remporté les élections avec 30 voix de plus que la droite. Ce qui caractérise le mandat de la gauche jusqu'à présent, c'est de faire exactement la même chose que ce qui se passait auparavant. Le maire, Le Blé est au PS mais c'est essentiellement le PC qui tient la mairie.

Qu'ont-ils fait pour les luttes ? Rien. Ils tiennent la présidence du Conseil d'administration à l'hôpital Morvan. Lors de la lutte menée par les travailleurs, ils se sont contentés d'une motion de soutien. Ils n'ont rien fait pour la lutte des résidents de Ker-Héol. Rien sinon condamner, par principe, l'intervention des flics.

Bref, c'est toujours la même gestion bourgeoise de la mairie. On continue à installer des parcmètres et... le personnel politique change, mais ce sont les mêmes intérêts qui sont défendus.

Aux législatives, le candidat du PS sera le même Le Blé, permanent depuis longtemps.

Pour le PC, ce sera Le Roux, actuellement deuxième adjoint au maire, chargé de l'emploi. Il est secrétaire fédéral du PC, membre du Comité Central du parti révisionniste. Lui aussi est permanent de longue date.

Pour l'UDB (Union démocratique bretonne) le candidat est Le Phron Roger, conseiller régional et municipal, réputé pour ses conceptions réactionnaires, professeur de faculté, il est membre du Bureau politique de l'UDB depuis longtemps. La ligne politique actuelle de l'UDB se concrétise par une union étroite avec l'Union de la gauche, en se plaçant tantôt sur les bases du PC, tantôt sur celles du PS.

Le bureau politique de l'UDB, dirigé par Le Phron a exclu à diverses reprises des militants de l'UDB « Sklerienn qui ont pu la suite rejoint les communistes marxistes-léninistes de France.

Face à cette union de la bourgeoisie, de «gauche», les candidats de la droite classique sont :

— De Bennetot, pour le RPR (Rassemblement pour la République). Député sortant, il est propriétaire de l'entreprise «Le Matériel magnétique» qui emploie 80 personnes. Depuis le mois de mars, les salaires arrivent en retard, les employés ne sont pas payés intégralement. Des débrayages ont eu lieu pour le paiement

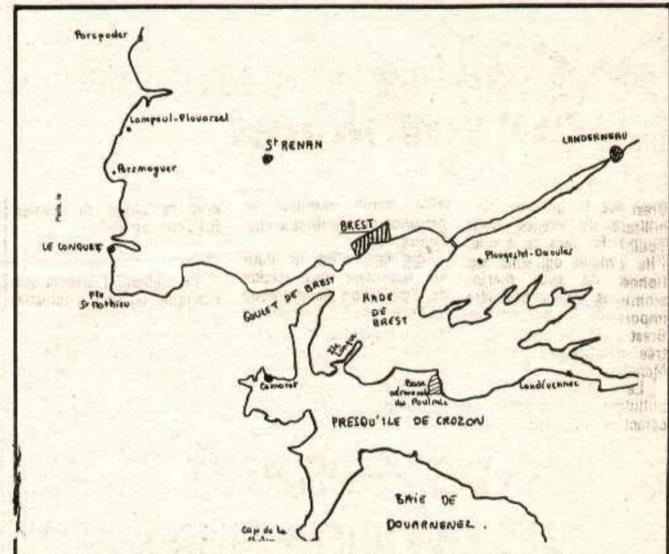
intégral et à temps des salaires.

— Berest, pour le PR (Parti républicain). C'est l'ancien maire soutenu par les gros commerçants de la ville. De lui, viennent les premiers parcmètres, et l'augmentation des impôts locaux.

Ce sont ces bourgeois que les marxistes-léninistes

vont dénoncer pour leur politique antipopulaire. Dénoncer les révisionnistes qui maintenant gèrent la mairie, montrer de quel côté ils se situent. Les marxistes-léninistes vont expliquer que pour chaque lutte, le PS et le PC ont tout fait pour saboter. Ils s'opposeront à eux pendant la bataille politique de 1978 mais cela

n'est qu'un épisode ; car c'est à tout moment qu'ils se sont opposés aux réformistes et révisionnistes. Les marxistes-léninistes vont aussi se servir de élections pour faire connaître leurs positions de classe : c'est pour cela qu'un candidat marxiste-léniniste sera présent dans la bataille de 1978.



## La classe ouvrière en grève

Actuellement, les luttes pour la préservation de l'emploi et contre les licenciements ont pris le pas sur celles pour les revendications salariales.

De nombreuses grèves se sont déroulées récemment dans les petites entreprises de Brest ou de la région.

Chez Quéménéur, à Landerneau, les travailleurs ont fait grève contre les licenciements.

A Brest, les travailleurs de Brossolo, ont fait grève pour des augmentations de salaires. A «Dourmap Diamants», (entreprise de pose de plafond) et à «Dourmap» (entreprise d'é-

lectricité pour le bâtiment) les ouvriers se sont mobilisés sur les problèmes de salaires. Toutes ces grèves ont échoué manquant d'une direction effective.

Sur le port de commerce, dans l'entreprise AFO, les travailleurs ont fait grève contre le chômage techni-

que. Ils remportèrent un demi succès. D'ici deux ans, la situation sur le port sera cruciale pour les travailleurs. Les entreprises Bastide, La Perrière, licencient, Cobreco ferme provoquant 54 licenciements.

Dans les diverses entreprises métallurgiques, il y

eut des débrayages par exemple à Ericsson où les travailleurs se sont mobilisés contre les 2/8.

Au début de l'année, il y eut une grève dans l'établissement Le Calvez, une entreprise de déménagement. Les ouvriers réclamaient des augmentations de salaires et

de meilleures conditions de travail. La grève qui fut de courte durée, fut un succès total, le patron céda sur tous les points.

Enfin, il y eut trois luttes qui furent particulièrement importantes de par leur importance politique et de par leur répercussion dans la ville.

## La lutte des résidents de Ker-Héol

La lutte a démarré lors de la venue d'un nouveau directeur qui voulait appliquer le règlement des Amitiés sociales (qui gèrent ce foyer) en mai dernier.

Appliquer ce règlement cela voulait dire être traités en mineurs irresponsables.

Les résidents voulaient quant à eux, un foyer ouvert à tous, que soit reconnue la liberté d'expression et d'organisation, une vie collective enrichissante, un foyer où les décisions sont prises par les jeunes travailleurs, en tenant compte de leurs besoins et leurs aspirations.

Les résidents réclamaient aussi que le prix du repas soit le même pour tout le monde : 8 F et non 8 ou 10 F selon la superficie occupée.

Le 5 mai, les résidents se réunissent et décident de verser les loyers et les prix des repas du soir sur un compte bloqué pour faire pression sur les Amitiés sociales. La réponse des Amitiés sociales fut une lettre reçue par les résidents leur demandant d'être partis pour le 20 août.

Le 3 août, le tribunal confirme le renvoi de l'animateur demandé par les Amitiés sociales. Les résidents qui ont refusé de partir furent expulsés par les flics le 1er septembre.

À bout en bout, le conflit a été mené par le Comité des résidents. Il a organisé avec le Comité de soutien les différentes actions (manifestations, fêtes, etc.) Mais ce comité était sous la direction des grévistes. Toutes les décisions étaient prises par les assemblées générales des résidents. L'organisation du soutien, le fonctionnement démocratique des assemblées sont d'importants leçons à tirer de cette lutte.

## La grève à l'hôpital Morvan

Plusieurs actions ont eu lieu en 1977. La première action fut de réclamer que la demi-heure de repas soit incluse dans le temps de travail et deuxième point, une action sur les effectifs. Mais le temps fort de la lutte fut celle qui fut menée en milieu d'année pour

directeur arrivait par avion, sont allés l'accueillir. Le directeur refusait de satisfaire les revendications, les travailleurs l'ont séquestré. Le soir, les flics intervinrent pour dégager le directeur, la matraque à la main. Le lendemain, une grande manifestation a eu lieu à

messes faites par tous les officiels du coin. A partir de là c'était sûr.

Pourtant, cette grève qui fut la plus longue qu'il n'y ait jamais eu dans un hôpital en France, a connu un soutien très important auprès des travailleurs de Brest. Sept millions furent recuei-



Pendant la lutte.

des revendications catégorielles du secteur de radiologie.

La grève démarra le 3 mai et finit fin juin. Les revendications étaient salariales mais les travailleurs du secteur réclamaient aussi que 10 jours ouvrés de congé radio soient alloués aux brancardiers et aux femmes de ménage, ces jours étant accordés aux autres catégories du personnel.

Malgré la répression qui s'abattit sur eux au départ, la lutte se poursuivit et se durcit. Le 16 juin, les grévistes ayant appris que le

l'hôpital et le 18, la direction cède : les travailleurs ont gagné.

Aux environs du 15 août, les travailleurs ont appris que tous les avantages acquis étaient remis en cause, par le ministère de la Santé alors qu'au bout de 48 jours de grève, le préfet, le sous-préfet et un directeur de la DDASS avaient donné leur accord. Le 4 novembre Simone Veil est venue à Conquert, une délégation syndicale est allée la voir et là elle a dit de vive voix que le ministère refusait de donner suite aux pro-

posés. Le rôle des marxistes-léninistes fut très important. Ils furent à l'initiative du durcissement et se sont tout de long opposés au conseil départemental CFDT qui, tenu par le PS, faisait tout pour saboter la lutte.

Malgré la lutte est restée très sectorielle. Il aurait fallu un soutien plus massif dans l'hôpital pour que la riposte aux décisions ministérielles soit effective. C'est une leçon à tirer pour l'avenir.

## Des candidats au coeur des luttes

### FERNAND MOYSAN

Il sera candidat dans la circonscription de Brest. Il est âgé de 25 ans. Ancien adhérent de la Gauche Révolutionnaire, il a rejoint les rangs des marxistes-léninistes en 1974. Fernand Moysan travaille comme OS à Ericsson depuis cinq ans. Membre du bureau syndical de la section CFDT de l'usine, il est délégué du personnel. Il est membre de la Commission régionale des Métaux de Bretagne et du syndicat des Métaux de Brest.



Fernand Moysan a participé activement à la lutte des résidents du foyer de jeunes travailleurs de Ker-Héol. Il était l'un de ces résidents.

C'est lui, qui, au cours de la bataille politique de 1978, présentera et défendra les positions des marxistes-léninistes. Il expliquera le rôle des marxistes-léninistes dans les luttes, le soutien qu'ils leur apportent en lisant connaître et en aidant financièrement les grévistes. Il montrera aussi l'importance de l'unité entre les ouvriers et les paysans, l'importance de la lutte contre le racisme, du soutien aux travailleurs immigrés. Il faut aussi condamner le pillage des mers par le social-impérialisme russe. Tous ces thèmes, le candidat marxiste-léniniste les développera en montrant à chaque fois, la trahison des révisionnistes du PCF et les agissements du PS, ainsi que la gestion bourgeoise de la ville.

Cette véritable campagne contre les marxistes-léninistes par le PS dans la région, n'a pas empêché la section CFDT d'Ericsson de poursuivre la lutte sur des positions de classe. La section CFDT se heurte à la direction CGT, soumise à l'emprise du PCF avec dans ses rangs une adjointe au maire. Mais en ce moment, des luttes se mènent au sein de la section CGT où des militants s'opposent à la ligne révisionniste.

### DIDIER TAULOIS

Le suppléant au candidat marxiste-léniniste sera Didier Taulois. Il est âgé de 25 ans, marié et père d'un enfant. Il travaille à l'hôpital Morvan comme aide-soignant depuis près de trois ans et milite dans la section CFDT depuis deux ans et demi.

Avec d'autres camarades, marxistes-léninistes, il fit tout son possible pour impulser des luttes sur les conditions de travail et de salaires. Il fut l'un de ceux qui impulsèrent la lutte dans le service radiologie de l'hôpital et qui étaient pour le durcissement de la grève.

# La bataille politique de 1978

## Radicaux de gauche

### Condamnés à être minoritaires

Les radicaux de gauche, ceux que le «*Carnard Enchaîné*» appelle «*les radicaux de gauche*», sont les petits derniers de l'Union de la gauche. Le Programme commun fut signé entre le PCF et le PS, le 27 juin 1972, ratifié par les radicaux de gauche, le 7 juillet.

Les radicaux de gauche ne se sentent d'ailleurs pas toujours très à l'aise dans cette gauche, de même que leurs compères les radicaux de droite (de Servan-Schreiber) ne trouvent pas très bien leur place dans la majorité.

Les radicaux (de gauche comme de droite) représentent toute une partie des petites et moyennes entreprises. Or, pour ces petites et moyennes entreprises, il n'y a pas d'issue.

Le capitalisme avance dans sa monopolisation. Les industries monopolistes se développent, la part de l'Etat s'accroît dans ses monopoles, soit directement, soit indirectement par les banques. Que peuvent alors les petites et moyennes entreprises face à Renault, monopole d'Etat, Dassault, monopole privé, Carrefour, monopole commercial, etc.

Au début du siècle, les radicaux eurent leurs heures de gloire. Plusieurs fois, ils gouvernèrent la France : Clémenceau fut l'un d'eux, l'un des plus cruels aussi. Car les petits capitalistes, comme les gros, s'entendent en matière d'exploitation des travailleurs et de répression de leurs luttes.

Puis, peu à peu, le rôle des radicaux a baissé. L'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958 a confirmé la prise en mains totale du pouvoir d'Etat par les monopoles capitalistes. Depuis, le pays est gouverné par les partis des grands monopoles et des grandes banques : les Chirac, Pompidou, Barre et Giscard...

Les radicaux n'ont qu'à s'aligner, de même que les petites usines n'ont qu'à disparaître ou passer sous la tutelle des monopoles, au niveau économique (la soustraction).

On voit ainsi un Servan-Schreiber et un Edgard Faure chercher vainement leur place au gouvernement, une fois dedans, une fois sur le seuil, une fois à la porte. Mais une partie des radicaux refusent en 1972 cette solution. Le 26 juin, le Parti radical éclate : une fraction des membres ne sont pas présents, ils signeront quelques semaines plus tard le Programme commun.

Ces radicaux de gauche essaieront alors de placer leur chance de survie dans la gauche. Mais les événements montreront peu à peu que, là non plus, la place n'est pas de tout repos.

Un des points du Programme commun qui inquiète beaucoup les radi-

caux de gauche, c'est la question des nationalisations.

S'il ne s'agit que des nationalisations des grands monopoles, ils sont d'accord. Ils espèrent même recevoir une partie des bénéfices que Marchais et Mitterrand comptent retirer de cette opération.

Mais s'il s'agit de la nationalisation progressive de toute l'économie, alors là ils ne sont plus d'accord. Pourquoi accepteraient-ils de la gauche un processus qu'ils refusent de la droite : le passage de l'économie, de plus en plus, aux mains de l'Etat.

C'est ce qui explique les coups d'éclat de Fabre (voir ci-joint), ses grandes déclarations sur «*la liberté d'entreprise*» et le «*libéralisme*».

Mais qu'il vienne de droite comme de gauche, le processus de monopolisation, de passage de l'économie capitaliste au stade du monopole et du monopole d'Etat est inévitable, malgré les efforts des radicaux.

Pour eux, le temps des vaches grasses est passé...

#### Avec le PS

Les radicaux de gauche présentent des listes avec le PS, c'est du moins ce que prétend l'accord signé, le 9 novembre, entre Fabre et Mitterrand. Toutefois, les choses ne sont pas si aisées : seuls 34 candidats «*radicaux de gauche*» sur 220 n'auront pas en face d'eux de candidats socialistes. La grogne s'est manifestée chez certains notables du Mouvement des radicaux de gauche devant cet état de fait.

Les radicaux de gauche sont, en effet, aujourd'hui, une force d'appoint pour le PS après en avoir été une pour la «*gauche unie*». C'est pour avoir un peu «*d'autonomie*» dans la mafia de la politique bourgeoise que Fabre réclame le retour à un système électoral à la proportionnelle et non pas le maintien des deux grands blocs «*gauche-droite*» qui existent aujourd'hui au Parlement.

## Des coups d'épée dans l'eau



Quand Fabre en a assez de voir les autres parler à la télé, il se fait sa publicité lui-même. Rappelez-vous, c'était le 14 septembre, à la sortie d'une rencontre au sommet de la gauche.



Marchais arrive pour parler aux journalistes. Fabre le bouscule...



«C'est à moi de parler».



Et il annonce qu'il vient de rompre les négociations (cette bousculade durera une semaine...).

Outré cet «*incident*» du 14 septembre à propos des nationalisations, Fabre a à son actif deux numéros publicitaires : une rencontre avec Giscard le 30 septembre 1975, alors que Marchais et Mitterrand avaient refusé et la petite phrase lâchée le 28 novembre de cette année.

Ce 28 novembre, Fabre, mécontent de ne pas pou-

ver sa place dans la gauche désunie (Le PS lui ayant notamment imposé ses volontés pour les candidatures...) lance quelque chose comme une menace d'alliance avec la droite : «*Je veux rencontrer tout le monde... Il faut substituer aux invectives un dialogue convenable, un dialogue tous azimuts*».

Et le lendemain, face

notamment aux accusations du PCF sur le thème : «*Les radicaux de gauche et le PS ont viré à droite*», Fabre précisait : «*Nous ne servirons jamais d'appoint à la majorité actuelle*».

Preuve au moins que les radicaux de gauche ne savent plus à quel saint se vouer, à qui ils veulent servir d'appoint...

## Faits et méfaits des partis bourgeois

### Le nez dans la marmite électorale

#### Barre lui ne fait pas de politiciaillerie!

Comme on le sait Barre veut être député. Il a décidé de se présenter à Lyon dans la 4ème circonscription. Evidemment Barre n'a jamais été Lyonnais. Mais Lyon est une grande ville qui convient à ses ambitions qui ne sont pas moins grandes. Dans cette circonscription Barre espère être élu facilement c'est pour cela qu'il l'a choisie. Barre veut être élu au premier tour comme il sied.

La quatrième circonscription semblait donner toutes garanties à cet égard. Mais ne voilà-t-il pas qu'un journal local «*Résonance*» a publié récemment un sondage sur la quatrième circonscription, sondage qui révélait que Barre risquait de se trouver en ballottage au premier tour. Le parachutage du Premier ministre sur le coin n'a pas fait un effet

effet extraordinaire. Barre, à la nouvelle de ce sondage, est devenu tout pâle. Des mesures ont été prises pour remédier à l'effet de ce sondage qui a jeté l'affolement dans les milieux officiels lyonnais. Le préfet en personne passa un savon au directeur imprudent de «*Résonance*». En effet Barre menaçait de ne plus se présenter si le sondage s'avérait exact.

La préfecture du Rhône demanda à un autre journal local «*Le Progrès de Lyon*» de mettre en doute dans ses colonnes la valeur du sondage du premier journal. Ce que le «*Progrès*» fit, en laissant entendre que l'institut de sondage coupable n'était pas très sérieux. Qui oserait prétendre que la liberté de la presse n'existe pas après ces délicates manœuvres.

On a bien le droit de céder à des pressions, si on

extraordinaire.

Sur ce, les inspecteurs des renseignements généraux se pointèrent à l'institut de sondage qui avait osé prétendre que Barre risquait le ballottage. Quel crime ! Cet institut est pourtant dirigé par des gens pas très progressistes. Les renseignements généraux toujours au service de la vérité et de la justice, avaient pour mission de vérifier la réalité du sondage en question et des interviews effectuées. En même temps nos inspecteurs vérifièrent la qualité des sondages et surtout leur passé politique. C'est que Barre est un homme pur qui ne permettrait pas qu'un sondage soit truqué, vous comprenez, surtout s'il le désavantage.

Barre le pur avait même envisagé si le sondage s'avérait juste... de se présenter

ailleurs. Tant pis pour les Lyonnais. Il était question qu'il aille à Hazebrouck où là, il est certain de passer au premier tour. Mais il semble

être rassuré. Il vient d'ouvrir une permanence à Lyon et commence à recevoir les doléances des uns et des autres que bien sûr il satisfera.

On sait que Barre n'est pas un magouilleur ni un électoraliste. D'ailleurs il n'aime pas la politiciaillerie s'il le dit, ça doit être vrai.

### Les français à l'étranger ont le droit d'être informés

A mesure que les élections approchent la cuisine électorale prend de plus en plus un goût amer.

Un exemple vient de nous être fournis par les gentilles sollicitations dont viennent d'être l'objet les électeurs résidant à l'étranger. Une lettre - type vient d'être envoyée aux chefs des missions diplomatiques pour qu'ils s'adressent à leur tour aux Français à l'étranger. Cette lettre présenterait une «*missive*» de Giscard

card qui constituerait en fait une «*circulaire électorale*» choquante, un appel à voter comme il faut, quoi !

De plus, deux sénateurs giscardiens, MM Paul d'Ornano et Frédéric Wirth représentant au Sénat les Français à l'étranger, ont envoyé une lettre aux Français résidant en Autriche. (et peut être ailleurs sait-on jamais).

Cette lettre leur conseillait de s'inscrire sur les listes

électorales des 9e et 10ème circonscriptions de Paris.

Ces accusations ont été faites à l'Assemblée nationale. Le gouvernement a protesté. Ces accusations sont infondées. Ces lettres ne sont destinées qu'à faire connaître aux Français à l'étranger leurs droits électoraux. Si on n'a même plus le droit d'informer les autres maintenant, en toute objectivité, c'est plus la peine, d'être au gouvernement. C'est vrai ça.

## Le juge Pascal veut faire le procès de la justice

Le juge Henri Pascal a déclaré mercredi avoir l'intention de faire «une tribune» de son passage prochain devant le tribunal correctionnel de Rennes, pour violation du secret professionnel et du secret de l'instruction.

«Ainsi donc, moi qui me suis toujours fixé pour seul but la découverte de la vérité, et le triomphe de la justice, me voilà maintenant à la fois le seul inculpé de l'affaire de Bruay, et le seul magistrat qui ait jamais fait l'objet de poursuites pénales pour violation du secret de l'instruction.

«Tout compte fait, a poursuivi le juge, je considère cet arrêt de la Cour de cassation comme un arrêt du destin, puisqu'on m'offre ainsi une tribune du haut de laquelle je vais pouvoir parler plus haut et plus fort que jamais et transformer mon procès en celui de la justice.

«Il est vrai que dans l'affaire de Bruay tout a lieu à huis-clos : le non-lieu des époux Leroy, l'acquiescement du jeune Jean-Pierre, l'indemnisation des époux Leroy, et maintenant la Cour de cassation. Si le huis-clos est encore ordonné pour mon audience correctionnelle, le public saura ce qu'il doit définitivement penser de la justice française et à quel point elle craint - et pour cause - que l'on voit comment elle fonctionne» a dit le juge qui a ajouté qu'il parlerait «à l'audience ou ailleurs».

## Chirac «très content»

A l'issue de l'entretien de 40 minutes qu'il a eu avec Giscard, Chirac s'est déclaré «très content».

«Je crois que j'ai été compris, a-t-il déclaré, et cela me fait plaisir». Comme quoi, malgré de réelles divergences, ils ont pu trouver un terrain d'entente dans le cadre, sans doute, de marchandages pour le partage du gâteau.

## Déclaration de l'Amicale des Algériens en Europe

(Suite de la page une)

«Il ne se passe pas de semaine sans que des incidents de tous ordres ne viennent troubler la tranquillité de nos travailleurs qui, pourtant, sont venus là en vertu d'accords bilatéraux pour apporter leur travail et contribuer au développement économique de la France.

«Depuis 1971, l'immigration algérienne en France vit dans l'insécurité et a payé de son sang un lourd tribut puisque le corps de 70 victimes d'attentats de caractère strictement racial et politique, ont été transférés en Algérie.

«Nous avons noté, et tous les observateurs l'ont fait également, que chaque fois qu'a pu se poser un problème quelconque entre les deux États, systématiquement, une presse spécialisée et inspirée s'est évertuée à mener des campagnes de haine raciale et à faire de véritables appels au meurtre qui se sont traduits par les résultats sanglants que l'on connaît.

«Il convient de dire à ce sujet que les auteurs de ces actes criminels n'ont jamais été inquiétés et que les rares fois où certains d'entre eux ont pu être appréhendés, ils ont été relâchés ou ont bénéficié de non-lieux, même lorsqu'ils ont avoué leur forfait.

«Nous sommes en face d'une situation très grave en raison de toutes les implications humaines et politiques et d'une situation également des plus troublantes devant la passivité des autorités du pays d'accueil.

«L'émotion de notre immigration est extrêmement profonde, car les limites de l'intolérable sont maintenant largement dépassées. Il n'est pas un seul pays à notre connaissance où de tels faits se produisent. Ces faits ont lieu à un moment où l'on parle beaucoup de lutte contre le terrorisme. Nous nous posons la question de savoir comment cette forme de terrorisme téléguidée et couverte par l'impunité, sévit en France depuis si longtemps contre les travailleurs algériens.

## Manifestation à Nantes

Une manifestation pour protester contre l'assassinat par les fascistes de Laid Sebai, au local de l'Amicale des Algériens en Europe, aura lieu le vendredi 9 décembre à 18 h, place du Commerce à Nantes. Cette manifestation est appelée par de nombreuses organisations.

## MODIFICATION DANS LE NUMERO DE NOTRE CCP

La lettre D doit être ajoutée à notre numéro de CCP. Celui-ci devient donc 3022672 D la Source. Ne pas oublier donc, de porter cette lettre sur tous les chèques qui nous sont adressés.

## ● Orléans-La Source Un immigré tabassé au commissariat porte plainte... La justice et le préfet donnent raison à la police

Rappelons les faits, Jeudi 13 octobre, Maati Briti ouvrier marocain a une discussion au bureau de poste de La Source avec le receveur.

Celui-ci, un réactionnaire fini, téléphone aux flics qui embarquent l'ouvrier sous prétexte qu'il « faisait du scandale ». Au commissariat, après lui avoir passé les menottes aux poignets (mains attachées dans le dos) et aux chevilles, les flics le rouent de coups de pied et de poing, tout cela en présence de deux civils. Ils le font ensuite transporter par les pompiers à l'hôpital psychiatrique de Fleury les Aubrais. Malheureusement pour eux, l'interne de service (militant CFDT) refuse

de le reconnaître pour « fou », et après avoir constaté les nombreuses plaies, établit un certificat médical.

Fort de ce certificat et d'un autre établi par la suite par son médecin traitant, Maati Briti décide de porter plainte. Mais la justice bourgeoise va-t-elle condamner ces policiers qui servent comme elle le système capitaliste ? Le procureur de la République vient, après «enquête» s'il vous plaît, de classer le dossier, les accusations portées contre les fonctionnaires de police n'étaient pas pas à son avis fondées. Son choix a été clair : la parole d'un travailleur immigré et les faits ne comptent pas pour lui face aux affirmations de la police. Comble de cynisme, le

préfet a reçu personnellement les représentants des syndicats des flics. En présence du directeur départemental des polices urbaines, il a tenu à « leur confirmer qu'il n'avait jamais cessé de leur apporter sa confiance la plus totale... »

Il a ajouté que la décision du procureur «était une nouvelle justification de cette confiance».

Cette affaire est révélatrice de la politique de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs immigrés.

Non contente de se livrer à des pressions et des chantages divers pour les pousser à partir elle suscite une campagne d'intoxication vi-

sant à les rendre responsables du chômage. Elle encourage aussi un climat d'agressions racistes dont les auteurs ne sont, comme par hasard jamais inquiétés. Et la voilà maintenant qui cautionne par la voix de hauts fonctionnaires de l'appareil d'Etat les violences policières contre les immigrés. C'est à dire que, plus que jamais les travailleurs français et immigrés doivent resserrer leurs rangs. Soyez nombreux Samedi 10 décembre à montrer notre unité face aux attaques criminelles dont sont l'objet nos frères immigrés.

## ● Lorient La lutte contre l'apartheid porte ses fruits !

Une manifestation anti-apartheid avait lieu à Lorient pour protester contre la construction de deux «aviso» (petits bateaux) destinés à l'Afrique du Sud.

La municipalité PS s'était montrée jusque là très platonique sur la question, et a même cherché à refuser dans un premier temps une salle aux organisateurs.

C'est sans doute la raison pour laquelle la manifestation après avoir parcouru la ville, a pénétré jusque dans la mairie aux cris de «Sud-africains, hors de Lorient !». Cette détermination des manifestants a sans doute donné à réfléchir à la municipalité de «gauche». Quelques jours après, on pouvait en effet lire en gros titre dans «Ouest-france» : «Le Conseil municipal demande le départ immédiat de la mission sud-africaine, l'affectation des deux avisos, sous embargo, à notre marine nationale.»



La population de Lorient exige de ne plus voir flotter le drapeau de l'apartheid sur le Good-Hope.

Camarades lecteurs et diffuseurs, l'Humanité rouge quotidien paraît sur 8 pages, une fois par semaine, dans les éditions datées du vendredi. Dans ce numéro spécial, quatre pages sont consacrées à la bataille politique de 1978, menée par les marxistes-léninistes.

Camarades, pour une plus ample diffusion de ce numéro spécial, passez vos commandes à l'administration : l'Humanité rouge BP 61 - 75861 - Paris Cedex 18.

## Déclaration de Peyrefitte Les projets de répression accrue se précisent

Lundi, Giscard d'Estaing plaidait devant le Conseil européen de Bruxelles en faveur d'un «espace judiciaire européen» harmonisant les mesures répressives des différentes bourgeoisies européennes. Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le lendemain, Peyrefitte, ministre de la Justice a abondé dans ce sens.

Peyrefitte a d'abord tenu à approuver l'attitude du gouvernement allemand en matière de répression : «Je connais bien l'Allemagne, a-t-il déclaré, c'est un des pays du monde où la justice est la plus indépendante et offre le plus de garanties. Depuis 28 ans qu'elle existe, la RFA n'a jamais manqué aux droits de la défense.»

Il l'a donc confirmé, s'il le fallait, il approuve les persécutions contre les avocats allemands qui défendent des prisonniers politiques et l'amalgame auquel se livre le gouvernement allemand en les considérant comme des terroristes. Il a d'ailleurs ajouté cyniquement : «Je regrette que l'extradition de Klaus Croissant n'ait pas été traitée avec la pondération, la froideur et la sérénité qui s'imposaient.»

Il a ensuite longuement loué le projet de convention européenne contre le terrorisme présenté à Bruxelles par Giscard : «Il faut aménager l'espace judiciaire

européen, comme on a déjà facilité l'interpénétration politique, économique et sociale...»

L'euroterrorisme s'est développé et lance maintenant un défi à nos sociétés européennes. En réponse, il faut créer l'euro-justice». Il a ensuite précisé plus clairement les buts que viserait une telle convention : «Elle rendrait automatiquement à son pays d'origine, afin qu'il soit remis à ses juges naturels, le terroriste dont le crime ou le délit est passible de plus de cinq ans de prison. Cette mesure pourrait s'étendre dans les années qui viennent à l'ensemble de la criminalité.»

La bourgeoisie s'est toujours efforcée de faire passer pour des bandits et des criminels tous ceux qui combattent l'ordre capitaliste. Sous couvert de «lutte contre le terrorisme», c'est donc bien contre eux que le gouvernement projette d'accroître la répression et de l'unifier sur le plan européen.



## ● Usinor Thionville La ligne des dirigeants CGT dénoncée

Depuis 15 jours, la CGT appelait aux portes ouvertes qu'elle organisait le 4 décembre, à Usinor Thionville. Opération «spectaculaire» dont le but avoué était de faire constater qu'Usinor-Thionville «est encore un outil de travail compétitif».

La direction d'Usinor avait interdit toutes manifestations à l'intérieur de l'usine menaçant de poursuites et de licenciements les personnes et délégués qui y entreraient.

Le clou de cette manifestation de prestige devait être les discours de Krasucki et Alamy, devant 400 personnes environ dont très peu travaillaient à Usinor !...

Après avoir félicité les travailleurs d'Usinor de la forte participation à la journée d'action du 1er décembre (en fait seuls les délégués ont fait grève pratiquement), Krasucki devait chanter le refrain bien connu du gâchis industriel et humain, d'installations qui sont encore largement compétitives, exigeant comme «seule riposte, la nationalisation de la sidérurgie, garantie par l'actualisation du Programme commun».

Après quoi, la CFDT prenant la parole sans y être invitée pour dénoncer clairement la trahison dans la lutte de la CGT et l'image qu'elle veut se donner :

«La CGT voudrait-elle donc prouver par son action spectaculaire, qu'elle est la seule à continuer la lutte !?»

«En mai 1977, lorsque la CFDT a soutenu la décision des travailleurs de continuer l'occupation des voies ferrées, la CGT s'est retirée sémant la confusion, et condamnant les agissements irresponsables d'éléments gauchistes» et priant



la CFDT de nettoyer sa maison. Pourtant, jeudi, la CGT avec trente militants seulement a bloqué les trains de fonte en gare de Thionville.

«Ce qui était irresponsable hier, parce que préconisé par la CFDT et les travailleurs, devient responsable aujourd'hui, alors que les conditions de mobilisation sont moins évidentes, devait déclarer la CFDT.

«Toute lutte suppose un affrontement avec le pouvoir patronal, qui dit lutte dit répression. Les militants CGT ne cherchent-ils pas en s'exposant à la répression patronale, à paraître comme des martyrs pour être atteints sans avoir fait quoi que ce soit !»

«Le 4 décembre, sera-t-il la copie du 5 avril ?»  
Ce jour-là, la CGT avait empêché la tenue d'une assemblée générale devant les bureaux comme cela avait été prévu, empêchant que la lutte ne se développe dans l'usine, en mettant trois conditions à l'occupation (occupation par tous - du manoeuvre à l'ingénieur - ; vote à bulletin secret; occupation et démontage des installations) ce qui revenait en fait à s'y opposer !

La CFDT devait déclarer encore que «le 5 avril, la CGT avait trahi les travailleurs, et qu'aujourd'hui encore elle les trahissait de la même façon».

L'intervention était close par un appel aux sidérurgistes et mineurs de fer : «Nous avons tous perdu la bataille de l'emploi à Usinor-Thionville. Que les leçons de cet échec servent les travailleurs de Sollac-Sacilor en lutte contre les suppressions d'emploi, en particulier la nécessité d'enraciner l'action de façon durable dans les chantiers.»

Ces choses devaient être dites dans l'intérêt de tous les ouvriers pour les luttes qui se préparent dans la sidérurgie. Elles n'ont pas été, et pour cause, du goût des pontes cégétistes qui traitaient les militants CFDT d'«extrémistes».

Les militants du l'Humanité rouge étaient présents avec un tract et leur brochure sur Usinor-Thionville : «Pourquoi les patrons ont-ils gagné ?». Des discussions intéressantes, des contacts pris avec des militants syndicaux, avec des militants de base du PCF, et une quarantaine de brochures vendues.

La conclusion de cette brochure correspond bien à la situation de cette journée.

Tromper les travailleurs, c'est leur mentir.  
Manipuler les travailleurs, c'est les mépriser. Quand on ment aux travailleurs et qu'on les méprise, c'est qu'on est passé de l'autre côté de la barricade.

### Editorial

## Les femmes dans la lutte de classe

Les plus mal payées, les premières licenciées, ce sont les femmes. Elles ont aussi les emplois non spécialisés. Par exemple, dans les supermarchés, il y a 73 % de femmes et 27 % d'hommes dans les emplois non spécialisés. Dans les tâches spécialisées (charcuterie, pâtisserie), il y a 87 % d'hommes pour 13 % de femmes seulement. Elles sont aussi OS, et travaillent à la chaîne. En général, elles assument des tâches pénibles et répétitives. Dans l'électronique (soudure de transistors), les patrons capitalistes apprécient «l'agilité des mains» des femmes. Ce qui les autorise entre autres choses à les payer moins que les hommes, bien entendu.

Mais les luttes des femmes ont pris une ampleur considérable ces dernières années. Les femmes sont doublement exploitées. A l'usine et chez elle, la femme subit l'exploitation. Après 8, 9, 10 heures de boulot, elle fait les courses, la cuisine, lave le linge, s'occupe des enfants, etc.

Donc, les femmes s'engagent dans la lutte pour leur émancipation à l'usine, contre les petits chefs par exemple. Pour beaucoup trop de femmes encore, il n'y a d'augmentation que si elles acceptent de passer un moment jugé agréable par le petit chef (ou le grand d'ailleurs). Elles font la grève et de façon active. Les exemples abondent : Girollet, Orlane, Galeries de Thionville, tous les grands magasins, les conserveries, etc. Et cette active participation passe par une grande syndicalisation.

Cette active participation à la lutte classe contre classe débouche inmanquablement sur la mise en cause de la place de la femme dans la société.

Dans les grèves, les femmes doivent affronter l'incompréhension, sinon l'hostilité des maris (militants parfois), des parents, des amis. L'homme doit s'occuper de la vie familiale et son auréole de pro-

tecteur-chef de famille en prend un coup. Il s'avère souvent incapable de diriger la barque. La bourgeoisie assigne une place à la femme dans la société donc dans le couple : «bonne mère, bonne épouse». Et c'est pour cela aussi que les femmes commencent à ne plus accepter.

Et on l'a bien vu et on continue de le voir dans les luttes pour la contraception et l'avortement. Et dans la vie de tous les jours, à cause de la division du travail, des conditions de vie abrutissantes, la femme-ouvrière se bat pour que son mari accepte de participer aux tâches dites ménagères. Et ce n'est pas si facile. Combien d'ouvriers et de travailleurs n'ont pas tendance, consciemment ou inconsciemment, à reporter l'exploitation qu'ils subissent sur leurs femmes. Marx n'a-t-il pas dit qu'à la maison, le prolétaire c'est la femme.

Un autre exemple du comportement erroné vis-à-vis des femmes. Combien de grèves où l'on parle «des ouvriers en lutte» alors que cette grève regroupe une majorité d'ouvrières ?

Les femmes ont pris conscience de leur exploitation en tant que travailleuses. Leur participation à la lutte des classes est de plus en plus importante.

Les femmes ont leur place dans la lutte de classe, une place de choix. Elles commencent résolument à combattre la passivité et le suivisme qui sont l'héritage idéologique inculqué dès l'enfance (la poupée, l'infirmerie, etc).

La lutte sera très dure pour arracher de la tête des hommes et des femmes tous les vieux schémas bourgeois. Cette lutte, les communistes doivent la mener.

### ● Nantes-Laving-glace (chantiers SNCF)

## La CGT vote les licenciements

Mardi 6 décembre, dans l'après-midi, se réunissait le Comité d'entreprise qui devait se prononcer sur la proposition du patron de Laving-glace de licencier les deux délégués CFDT. A ce CE, siègent encore les deux délégués de la maîtrise CGT : les deux délégués ont voté avec le patron pour le licenciement de deux camarades de la CFDT. Motif du licenciement : atteinte à la liberté du travail, séquestration, etc. En un mot, pour cette grève que mènent depuis plus de trois semaines les travailleurs du nettoyage des wagons SNCF.

Le patron, tout comme la CGT, n'a pas digéré l'installation d'une section syndicale CFDT combattive et résolue qui soutient efficacement les travailleurs de l'entreprise et qui bénéficie de leur soutien. Démanteler l'organisation syndicale de lutte et la remplacer par la CGT docile et toute acquise à sa cause, voilà le but du

patron.

A l'annonce de cette décision scandaleuse, la colère est grande chez les travailleurs d'autant plus que la CGT cheminot marchand son soutien (elle participe plus que mollement à la collecte organisée par les cheminots CFDT et traite les délégués licenciés «d'irresponsables, de gauchistes dont il faut se méfier...»)

Chez les travailleurs, la combativité est grande et la détermination à poursuivre le mouvement est intact. Avec l'aide des cheminots CFDT, du comité de soutien et de l'Union locale CFDT, les grévistes et leur section syndicale renforcent leur action pour populariser plus largement encore le mouvement (tracts, affiches, galas de soutien) et augmentent encore le rapport de force qui peut faire plier le patron.

Correspondant HR

### ● Sexial-Terville

## 60 licenciements sur 88 travailleurs

Les travailleurs de la Sexial (société et exploitation des laitiers\* de Longwy) sont en grève pour le maintien de l'emploi dans leur usine. Le patron, c'est 50 % Usinor, 50 % Cochery. Soixante ouvriers sur 88 sont licenciés. Les ouvriers sont en grève depuis le 23 novem-

bre. C'est la CFDT qui est présente dans l'usine ; les ouvriers appellent au soutien. On peut écrire à CMDP-Thionville - 15, rue du Mersch - Thionville 57.

\*Sous-produit du traitement du minerai de fer dans les hauts fourneaux.

## Un chômeur de plus Il travaillait à la Vie Ouvrière

Quand on travaille à la Vie ouvrière, il faut travailler sans broncher. Un travailleur, pupitre à l'informatique, était tombé malade trois semaines. Le vendredi 25 novembre, il reprend le travail. On lui annonce que le lendemain, samedi, il doit effectuer un service gratuit dans l'intérêt du journal.

Il ne peut pas. Sa femme vient d'accoucher. Il doit garder ses deux autres en-

fants. Tout semble aller sauf qu'il reçoit un télégramme lui intimant l'ordre de venir quand même, ce qu'il ne fait pas. Eh bien, il a été licencié. Mais à la Vie ouvrière, comme on est gentil, on lui a accordé un mois de préavis. Comme quoi, on ne s'embarrasse pas de principes chez les dirigeants CGT ! Un chômeur de plus à l'actif des patrons capitalistes. Ce travailleur était de surcroît membre du PCF.

SAMEDI 10 DÉCEMBRE A 20 H 30  
Au CENTRE CULTUREL DE CHELLES  
(place des Martyrs de Chateaubriand  
- 77 Chelles)

## La troupe de l'Aquarium «Quand la jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras»

Suivi d'un débat avec la troupe

Cette pièce retrace les luttes à l'Imro, Caron-Ozane, Griffet, et LIP, stigmatisant l'attitude des directions syndicales. La CGT a demandé un débat avec la troupe pour tenter de se justifier.

Des résidents des foyers Sonacotra de la région ainsi que des travailleurs révolutionnaires nous ont fait savoir qu'ils viendraient également pour y apporter leur point de vue.

Cette soirée promet d'être animée et passionnante. Venez nombreux !